

« ULTRA-GAUCHE » : ESQUISSE DE GÉNÉALOGIE D'UN COURANT POLITIQUE RADICAL

Audric Vitiello

15/03/2019

D'occupations en manifestations, de zones à défendre (ZAD) en blocages, « l'ultra-gauche » tient le haut du pavé médiatique. Pourtant, elle est aussi souvent évoquée qu'elle reste mal connue. Peu diserte sur elle-même, elle paraît difficile à cerner, et de ce fait alimente bien des fantasmes. Fort de ce constat, Audric Vitiello nous livre ici une analyse qui répond à ce défi impossible : offrir une généalogie utile qui donne l'occasion de mieux comprendre les logiques matricielles de cette « ultra-gauche », sans pour autant l'y réduire.

Le terme même, « ultra-gauche », comme « gauchisme » auparavant, présente la particularité d'être une catégorie largement exogène, forgée et assignée par des acteurs extérieurs et souvent hostiles aux positions ainsi désignées. Qu'il s'agisse de concurrents politiques ou d'agents des forces de l'ordre, à bien des égards il s'agit d'un concept « policier », au sens que Jacques Rancière donne à la « police » : l'activité de gestion hétéronome du social par la catégorisation et l'assignation des places et des activités légitimes – ou, dans ce cas, illégitimes. Il n'est donc pas étonnant que ses acteurs ne l'utilisent que de façon marginale, et lui préfèrent d'autres dénominations, d'ailleurs diverses : « gauche communiste », « communistes révolutionnaires », « communistes des conseils », « conseillistes », « marxistes libertaires », « communistes libertaires », « situationnistes », « autonomes », etc.

La multiplicité même de ces termes est symptomatique : il ne s'agit pas là d'un mouvement unifié et homogène, mais d'une mouvance, d'une constellation de groupes et de discours, aux références idéologiques hétérogènes, souvent en conflit les uns avec les autres, mais que rassemble une attitude face à la politique, ancrée dans une conception spécifique de ce qu'est ou peut être l'action émancipatrice. En réalité, « ultra-gauche » est le nom donné, dans la période contemporaine, à un courant minoritaire mais récurrent du socialisme révolutionnaire européen, qui se singularise d'abord par ses positions et ses stratégies anti-représentatives, par son hostilité envers le pouvoir personnel aussi bien qu'envers les structures étatiques, partisans ou syndicales.

Cette extériorité revendiquée à la logique institutionnelle et/ou représentative est le principal élément qui peut justifier l'appellation « ultra-gauche » – par opposition, par exemple, à « l'extrême gauche », porteuse d'un projet de changement radical mais adoptant souvent une posture représentative en prétendant parler « au nom de » ou « pour » ceux qu'elle défend.

Ce refus de la représentation par l'ultra-gauche se traduit de différentes façons : non seulement par le refus de la délégation de pouvoir, mais aussi par une méfiance envers toute intermédiation (y compris envers les journalistes et les chercheurs, ce qui complique la production de connaissances sur cette mouvance) et par un goût marqué pour l'anonymat ou les pseudonymes (mesure de sécurité face à la répression policière, mais aussi moyen d'éviter l'émergence de personnalités susceptibles de prendre l'ascendant sur le mouvement). L'acteur sociopolitique par excellence est un collectif (le groupe, la masse) ; toute incarnation du collectif par un individu apparaît comme un risque de voir la représentation resurgir, et les membres du collectif perdre le contrôle de celui-ci.

Ce refus de la représentation se fonde sur une conception particulière de l'action politique, où le rapport entre l'acte et ses effets n'est pas pensé sur le pur mode instrumental des moyens plus ou moins efficaces pour atteindre certains buts concrets ; mais plutôt sur un mode processuel où l'action présente préfigure le résultat à venir, et doit donc procéder selon des modalités cohérentes et conformes à ses finalités. Selon cette logique préfigurative, si l'objectif est l'émancipation, c'est-à-dire l'accès à l'autonomie, l'action émancipatrice doit être elle-même autonome, procéder de l'initiative et rester sous le contrôle des acteurs directement impliqués dans l'action, plutôt qu'imposée ou contrôlée de l'extérieur par des acteurs *de facto* placés en position dirigeante. Dès lors, il ne s'agit ni de parler « au nom de » ni de lutter « pour » qui que ce soit, mais d'agir « avec » ceux qui souhaitent transformer la société dans un sens anticapitaliste et antiétatiste.

Pour autant, il serait erroné de voir dans l'ultra-gauche un courant purement spontanéiste, condamné à une posture d'attente d'un quelconque « grand soir ». S'il problématise la question du parti révolutionnaire, telle qu'elle a pu émerger du marxisme, ce courant ne renonce pas à agir pour favoriser ou stimuler l'action autonome des masses. La question cruciale, toujours ouverte et sans cesse reprise, est donc celle du « délicat problème de l'intervention » dans les luttes sociales. Or, en fonction des contextes sociohistoriques, l'attitude politique caractéristique de l'ultra-gauche va fonder différentes conceptions du changement social, ou des sujets, des terrains et des modes d'action susceptibles de porter une perspective révolutionnaire.

L'objectif ici n'est pas de fournir une description exhaustive de l'histoire complexe et conflictuelle de ce courant politique. Il ne s'agira que de retracer les grandes lignes de son évolution au cours du

XX^e siècle, scandée en trois temps : d'abord l'émergence au sein du marxisme de l'idée d'autonomie des masses prolétaires contre leurs instances représentatives ; ensuite l'élargissement de la perspective révolutionnaire, étendue à la conquête de l'autonomie pour tous, dans tous les domaines et contre toutes les aliénations ; enfin l'affirmation d'un courant activiste « autonome », cherchant à articuler luttes sociales préfiguratives et construction d'un mode de vie alternatif en rupture avec les normes sociales dominantes.

Aux origines : la révolution comme auto-organisation de la lutte des prolétaires

L'ultra-gauche s'inscrit dans ce qui a de longue date été identifié comme le courant du « socialisme par le bas », par opposition au courant (dominant jusqu'à présent) du « socialisme par le haut », qui entend transformer la société capitaliste par la prise du pouvoir étatique. Mais l'ultra-gauche n'est que l'une des composantes de ce socialisme « basiste », à côté d'autres perspectives comme l'anarchisme ou le syndicalisme révolutionnaire ; or ces différents courants, s'ils peuvent se rejoindre dans les luttes, n'en procèdent pas moins d'histoires et de conceptions idéologiques distinctes.

Le point d'origine de l'ultra-gauche se trouve dans la social-démocratie marxiste du début du XX^e siècle, dont elle se distingue en élaborant un schéma de changement social alternatif à la fois au parlementarisme social-démocrate classique et au marxisme-léninisme révolutionnaire. À bien des égards, sa figure emblématique est alors Rosa Luxemburg, à travers sa défense de la nécessité d'une révolution sociale (contre le réformisme), passant par l'implication directe des masses auto-organisées (contre les bureaucraties partisans et syndicales), grâce au développement progressif d'un réseau de conseils organisant à la base une « démocratie socialiste » (à la fois contre la démocratie représentative parlementaire et contre la dictature étatique du parti bolchevique).

La réaffirmation par Rosa Luxemburg de la nécessité d'une rupture révolutionnaire, contre le « révisionnisme » réformiste défendu par Eduard Bernstein, est bien connue, et ne lui est d'ailleurs pas propre – sa condamnation du réformisme est alors partagée par la majorité des sociaux-démocrates, y compris Karl Kautsky, alors leader du parti social-démocrate allemand (SPD) et figure centrale de la II^e Internationale. C'est la confrontation avec les révolutions russes de 1905 puis de 1917 qui l'amène à forger une conception distincte de l'action politique émancipatrice.

L'émergence spontanée des soviets en 1905 lui apparaît en effet comme le signe d'une capacité d'auto-organisation des masses prolétaires, que la minorité révolutionnaire doit stimuler au lieu de chercher à l'encadrer et à la canaliser à travers les structures représentatives d'un parti ou d'un

syndicat. L'action politique est en elle-même la source d'une éducation, d'une formation des esprits et d'une transformation des masses, jusque-là passives, en sujets politiques actifs : « le prolétariat a besoin [...] d'un haut niveau d'éducation politique, de conscience de classe et d'organisation [...] mais cette éducation, il l'acquerra à l'école politique vivante, dans la lutte et par la lutte, au cours de la révolution en marche ».

La révolution prend donc la forme d'un processus continué où changement des mentalités et changement des structures sociales vont de pair et s'articulent à travers l'action politique. C'est aussi la raison fondamentale pour laquelle Rosa Luxemburg se montre très critique vis-à-vis de la révolution bolchevique de 1917. En organisant une dictature, celle-ci ruine les conditions de possibilité d'une émancipation du prolétariat à travers la réflexion et l'action politiques, désormais confisquées par le parti communiste. « La nature même du socialisme fait que [...] il ne peut être octroyé ou introduit par oukase [...] on peut décréter l'aspect négatif, la destruction, mais pas l'aspect positif, la construction [...] la seule voie qui mène à une renaissance est l'école même de la vie publique, une démocratie très large, sans la moindre limitation [...] si l'on étouffe la vie politique dans tout le pays, la paralysie gagne obligatoirement la vie dans les soviets. Sans élections générales, sans une liberté de presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étirole dans toutes les institutions publiques, végète, et la bureaucratie demeure le seul élément actif.

Rosa Luxemburg, cofondatrice de la Ligue spartakiste puis du Parti communiste allemand (KPD), est assassinée en janvier 1919 par des militaires chargés par le ministre social-démocrate de la jeune République de Weimar d'écraser l'agitation spartakiste à Berlin. Son aura internationale poussera les dirigeants bolcheviques à tenter de l'instrumentaliser, quitte à édulcorer ses critiques ou à dénaturer sa pensée. Mais ses thèses en faveur de l'autonomie des masses prolétaires et des conseils auto-organisés par les ouvriers, tout comme sa double critique du réformisme parlementaire et de la révolution bolchevique, ont eu un large impact, y compris hors du marxisme. Ainsi, Hannah Arendt loue sa « vision pénétrante de la nature de l'action politique » et défend à sa suite, contre le « système des partis », ce qu'elle nomme le « système des conseils », présenté comme « une forme nouvelle de gouvernement qui eût permis à chaque membre de la société égalitaire moderne de devenir participant aux affaires publiques ».

Au sein de la tradition marxiste, ces analyses à la fois favorables au changement révolutionnaire et critiques à l'égard des organisations qui prétendent représenter le prolétariat sont reprises par la gauche communiste hostile au marxisme-léninisme, en particulier la gauche germano-hollandaise et, dans une moindre mesure, la gauche italienne, qui refusent la stratégie parlementaire imposée en 1920 par les bolcheviques aux partis communistes occidentaux. C'est contre ces activistes que

Lénine publie alors *La maladie infantile du communisme* (le « gauchisme »), à laquelle Herman Gorter répond par sa *Lettre au camarade Lénine*. Cet échange et la rupture politique qui s'ensuit peuvent être considérés comme l'acte de naissance du « gauchisme », qui deviendra « l'ultra-gauche », promouvant le « communisme des conseils » par opposition au « communisme de parti » marxiste-léniniste.

Le communisme des conseils, ou conseillisme, se présente ainsi comme un marxisme révolutionnaire non seulement antiparlementaire, mais surtout antireprésentatif, qui se veut plus fidèle que partis et syndicats au mot d'ordre de l'Association internationale des travailleurs (AIT), ou l^{re} Internationale (1864-1876) : « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Le sujet révolutionnaire est ici le prolétariat, défini classiquement comme la masse des ouvriers salariés. Il existe bien une minorité active (ou, si l'on veut, un parti) ; mais celle-ci n'est pas appelée à diriger ni à prendre le pouvoir au nom des ouvriers, ni par les urnes ni par les armes. Selon Anton Pannekoek, principal théoricien (hollandais) de ce courant, la minorité révolutionnaire doit stimuler l'activité des masses ouvrières, œuvrer par le discours et par l'exemple « en faveur de l'action de masse » : éclairer, inciter, stimuler, sans canaliser ni diriger l'action révolutionnaire. Ainsi, « les conseils ouvriers ne peuvent être constitués par des groupes révolutionnaires. Ces derniers ne peuvent qu'en propager l'idée » : « les décisions seront prises par les ouvriers eux-mêmes », si bien que « seul le système conseilliste constitue la véritable démocratie ouvrière », basée sur la démocratie directe et l'initiative des masses.

Les années 1920 et 1930 sont une période difficile pour ce courant, confronté au prestige grandissant de l'URSS et du marxisme-léninisme parmi les révolutionnaires. La forme partisane domine clairement cette période historique, ce qui marginalise ceux qui, à l'instar de l'ultra-gauche, refusent la logique représentative. Le principal groupe conseilliste est alors le Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD) – issu d'une scission avec le KPD bolchevisé en 1920 – auquel est liée l'Union générale des travailleurs d'Allemagne (AAUD), implantée dans les entreprises, où elle tente de concurrencer les syndicats, en prônant (sans grand succès) les grèves sauvages organisées par des conseils ouvriers locaux. Très divisées, affaiblies, les organisations conseillistes allemandes disparaissent au début des années 1930, ses membres partant en exil ou entrant en clandestinité après l'arrivée d'Hitler au pouvoir. En France, cette tendance apparaît à la fin des années 1920, mais les groupes qui se constituent alors, dont le principal est l'Union communiste (1933-1939), restent marginaux et peinent à peser sur les luttes sociales. En 1934, René Lefeuve fonde la revue et la maison d'édition Spartacus, qui publie les textes des principaux représentants de l'opposition de gauche au marxisme-léninisme. Le principal espace d'expression politique de ces perspectives est alors la tendance « Gauche révolutionnaire » (1935-1938) groupée autour de Marceau Pivert au sein de la SFIO, qui obtient jusqu'à 21,5% des voix au congrès de 1938 (à la suite duquel elle est exclue de

la SFIO). La Gauche révolutionnaire, sur des bases ouvriéristes et volontaristes, critique la modération du gouvernement de Léon Blum en 1936, et prône la radicalisation du mouvement populaire que constitue la grande vague de grèves ouvrières qui suit la victoire électorale du Front populaire pour déboucher sur une véritable révolution sociale.

L'ultra-gauche a du mal à adopter une position claire face à la montée aux extrêmes qui caractérise les années 1930. Ses membres sont parmi les premiers à souligner les parallèles entre « fascisme brun » hitlérien et « fascisme rouge » stalinien ; en même temps, ils sont tentés de dénoncer l'antifascisme du type Front populaire, qu'elle soupçonne d'être un nouveau moyen de préserver le parlementarisme bourgeois et de banaliser la contre-révolution stalinienne. Le déclenchement de la guerre civile espagnole en juillet 1936 voit la plupart de ses activistes soutenir l'insurrection révolutionnaire menée par les anarcho-syndicalistes de la Confédération nationale du travail – Fédération anarchiste ibérique (CNT-FAI) et les marxistes hétérodoxes du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), tout en restant critiques sur le rôle des organisations en période révolutionnaire. Ces critiques s'accroissent encore après les Journées de mai 1937, lorsque la CNT accepte d'entrer au gouvernement républicain et accepte *de facto* de coopérer avec le parti communiste stalinien. Face à la guerre mondiale qui s'annonce, l'ultra-gauche voit ses organisations interdites et ses membres divisés, certains activistes choisissant l'exil, d'autres la résistance clandestine, d'autres enfin prônant la constitution d'un « troisième camp » internationaliste, appelant à l'insoumission les soldats de l'armée allemande tout en dénonçant l'impérialisme qu'ils voient à l'œuvre chez tous les principaux protagonistes, qu'ils soient allemands, russes ou américains.

Les années 1950 et 1960 : de la marginalité à la contestation globale

En structurant la vie sociopolitique autour du choix entre libéralisme et stalinisme, la guerre froide marginalise durablement l'ultra-gauche, dont les thèses paraissent alors hautement intempestives. Cette traversée du désert sur le plan militant constitue cependant une période d'intense travail théorique, qui reprend et enrichit les perspectives révolutionnaires héritées du passé, avant d'influencer largement les mouvements contestataires à partir des années 1960. Trois principales perspectives s'affirment alors : la galaxie autour de Socialisme ou barbarie, principale héritière du conseillisme originel, qui, contre le marxisme, réévalue la dimension politique et démocratique de l'émancipation ; la perspective communiste libertaire, qui opère une rénovation interne de l'anarchisme et l'ouvre à de nouvelles thématiques ; enfin le situationnisme, qui ambitionne d'articuler avant-gardes artistiques et politiques dans une pratique révolutionnaire qui se

rapproche d'une esthétique de l'existence. Toutes ont en commun d'élargir la conception marxiste du sujet révolutionnaire au-delà du prolétariat ouvrier : le thème de l'aliénation prend de plus en plus le pas sur celui de l'exploitation, ce qui pose la question révolutionnaire en termes d'égalité de pouvoir plus que de richesse. Du même coup, la lutte révolutionnaire se trouve ouverte à de nouveaux enjeux (au-delà de l'économie) et de nouveaux espaces (au-delà de l'entreprise), tout en confirmant sa perspective antireprésentative et antiétatique.

Le groupe et la revue *Socialisme ou barbarie* (*SouB*) se forment en 1949 autour de militants venus du trotskisme, dont les deux figures centrales sont Cornelius Castoriadis et Claude Lefort. Jusqu'à sa dissolution en 1967, ce groupe forme un carrefour où se croisent intellectuels et activistes révolutionnaires. À partir d'une critique de l'URSS, *SouB* entreprend un vaste travail de relecture et de révision du marxisme, qui ira jusqu'à la rupture pour ses deux principaux animateurs, dont les analyses se concentreront à partir des années 1970 sur la portée émancipatrice de la démocratie. Leur analyse est axée sur la critique de la « bureaucratie », qui établit un parallèle entre l'Est et l'Ouest, entre le capitalisme d'État de l'URSS et le capitalisme libéral occidental. Aucun de ces deux systèmes n'est émancipateur, car l'un comme l'autre fonctionnent au profit d'une classe dirigeante contrôlant l'usage des moyens de production, au détriment de travailleurs non seulement exploités, mais surtout aliénés, car dépourvus de contrôle sur leur propre activité. La critique de la bureaucratie s'élargit alors à tout dispositif de délégation (parti, syndicat, élection) qui prive les individus du pouvoir de maîtriser leur propre destin. Par là, *SouB* se rapproche des thèses conseillistes, proximité qui se traduit par exemple par le ralliement de conseillistes actifs dès les années 1930, et par un dialogue mené avec Anton Pannekoek, principal théoricien des conseils ouvriers au sein de la gauche germano-hollandaise.

La révolution ne consiste donc pas seulement à changer le type de propriété, mais surtout à transformer les rapports sociaux et politiques, le contrôle des activités, de façon à ce que tous exercent un pouvoir sur leur existence et sur leur société. Dès 1955, Cornelius Castoriadis affirme ainsi que « le conflit de la société de classe ne se traduit pas simplement dans le domaine de la distribution, comme exploitation et limitation de la consommation ; ce n'est là qu'un aspect du conflit, et non le plus important. Son aspect fondamental est la limitation et en fin de compte la tentative de suppression du rôle humain de l'homme dans le domaine de la production [...] l'homme est exproprié du commandement sur sa propre activité, aussi bien individuellement que collectivement ». Puisque le capitalisme est surtout aliénation, logiquement, « le socialisme sera la suppression de l'aliénation » : dès lors, « on saisit le contenu du socialisme comme l'autonomie du prolétariat, comme activité créatrice libre se déterminant elle-même, comme gestion ouvrière dans tous les domaines [...] gestion ouvrière du pouvoir, c'est-à-dire pouvoir des organismes autonomes des masses (soviets ou conseils) ».

Cet attachement au pouvoir autonome des masses se traduit par des conflits sur le rôle même du groupe SouB dans la lutte révolutionnaire. Après une première crise en 1951, le groupe se scinde en 1958, lorsque Cornelius Castoriadis affirme que, face à la menace autoritaire que représente le retour de De Gaulle, le groupe devrait s'investir directement en politique, voire devenir un véritable parti politique. En réaction, plusieurs membres, dont Claude Lefort et Henri Simon, partent alors fonder *Informations et liaisons ouvrières (ILO)*, devenu *Informations et correspondance ouvrières (ICO)* en 1960. Le but de cette revue est uniquement de faire circuler des informations et de faciliter les contacts entre luttes sociales : « l'activité des militants doit être orientée vers une aide réelle de la lutte ouvrière, en se refusant d'être en n'importe quelle circonstance une direction ouvrière », bref, vers un rôle de soutien au combat ouvrier respectant « l'autonomie de sa lutte ».

Parallèlement à la révision du marxisme par SouB, se développe un courant de rénovation de l'anarchisme qui voit se constituer un courant communiste libertaire. Celui-ci s'incarne d'abord avec Georges Fontenis, qui parvient en 1953 à prendre le contrôle de la Fédération anarchiste, alors rebaptisée Fédération communiste libertaire (FCL). Celle-ci se caractérise par la reconnaissance de la lutte des classes comme élément central des sociétés capitalistes, et par une volonté d'agir auprès des masses ouvrières pour les inciter à l'action directe. Les communistes libertaires entendent donc constituer une minorité active, voire une « avant-garde » du prolétariat (ce qui les rapproche des marxistes), mais sans pour autant prétendre dicter ni diriger son action. Leur posture est donc assez ambiguë – la FCL va ainsi jusqu'à présenter des candidats aux élections législatives de 1956 (sans succès mais au prix d'une scission interne). Dans son souci de coller à l'actualité des luttes sociales, la FCL élargit les combats des militants libertaires, qui s'investissent par exemple dans la lutte anticoloniale, en soutenant dès 1954 les nationalistes algériens du Mouvement national algérien. Ce soutien leur vaut de multiples poursuites judiciaires et emprisonnements, ainsi que la censure régulière du journal *Le Libertaire*, qui cesse de paraître en 1956.

L'autre grande figure historique du communisme libertaire est Daniel Guérin. Activiste non dogmatique, flirtant au fil du temps avec de nombreuses organisations (CGT, SFIO, PSU), il s'engage très tôt sur différents enjeux, dont certains en pionnier : contre le nazisme, contre la colonisation dans les années 1930, puis en faveur des homosexuels ou des Noirs américains dans les années 1950. Dans cette période, il découvre l'anarchisme, et tente d'élaborer une « synthèse entre marxisme et anarchisme » à laquelle il donnera plusieurs noms – « socialisme libertaire », « marxisme libertaire », enfin « communisme libertaire ». Il sera, avec Georges Fontenis, à l'origine du Mouvement communiste libertaire (1969), ancêtre de tous les groupes qui se revendiquent aujourd'hui de ce courant de pensée. Selon Daniel Guérin, marxisme et anarchisme sont des « frères jumeaux », et « leur but est somme toute identique : ils se proposent de renverser le

capitalisme, d'abolir l'État, de se passer de tous les tuteurs, de confier la richesse sociale aux travailleurs eux-mêmes ». Or, cette émancipation ne peut être imposée, elle doit être voulue. C'est pourquoi le changement social doit être d'abord culturel, et exige un long processus de transformation des mentalités : « il faut du temps pour former un homme socialiste ». Mais cette transformation n'est pas spontanée ; elle appelle « l'assistance temporaire de minorités agissantes plus instruites et plus conscientes [...] pour amener les arrièr-gardes à la pleine maturité socialiste ». L'enjeu est donc, une fois encore, de faire émerger une minorité active, ou une avant-garde, qui cherche non à diriger ou à contrôler, mais au contraire à combattre ceux qui prétendent diriger les luttes sociales, et stimule la transformation des esprits par le discours, par l'exemple et par la lutte quotidienne pour transformer, même graduellement, la société.

Publiée de 1956 à 1970, la revue *Noir et Rouge (N&R)* influencera plusieurs des animateurs de Mai 68 (certains y participeront même activement). Quittant la FCL en réaction à l'aventure électorale de 1956, ses membres entendent mener un dialogue critique entre traditions marxiste et anarchiste afin de revivifier le mouvement révolutionnaire contre les rigidités idéologiques : « seul le doute est révolutionnaire », car « la remise en question permanente est inséparable de l'indispensable prise de conscience pour toute action révolutionnaire valable ». Dans cette perspective, « le clivage réel n'est pas entre marxisme et anarchisme, mais bien plutôt entre esprit, conception libertaire, et conception bureaucratique, léniniste, bolchevique de l'organisation ». En effet, « la transformation de l'infrastructure [économique] est une condition *sine qua non* de la transformation éthique, morale, culturelle, de ce qu'implique pour nous l'idée de la révolution totale, mais elle peut n'être pas suffisante ». Elle implique en outre de lutter contre « le schéma gouvernants-gouvernés » au profit d'une « organisation libertaire de la vie sociale [qui] n'est que l'expression de sa démocratisation poussée et effective » ; dès lors, le rôle des minorités actives révolutionnaires consiste non à diriger le mouvement, mais à « susciter, encourager les initiatives, les aspirations, les besoins venant de la base, c'est-à-dire de vastes couches du peuple ». La révolution est ainsi auto-organisation des masses en lutte : « ne peuvent vraiment lutter directement contre une forme de répression que ceux qui la connaissent et qui la subissent [...] ceux qui sont hors du coup peuvent aider, ils ne peuvent pas se substituer et faire le travail à la place des autres [...] les seules actions réelles et qui ont de l'intérêt sont justement celles qui ne sont pas dans les mains d'organisations préexistantes ».

L'importance accordée au changement éthique et culturel fait écho au troisième courant qui se développe alors dans l'ultra-gauche : le situationnisme. Au départ avant-garde artistique, les situationnistes s'ouvrent aux enjeux politiques, ce qu'illustre leur fréquentation de marxistes hétérodoxes comme Henri Lefebvre ou les groupes liés à *Socialisme ou barbarie* (avec lesquels Guy Debord comme Raoul Vaneigem eurent des contacts). À l'intersection des soucis artistiques et

politiques, l'Internationale situationniste (IS) entend élaborer une perspective de révolution totale : il s'agit de « changer la vie » afin de permettre « la réalisation de l'homme total ». Le problème central est selon eux l'aliénation capitaliste, l'absence de contrôle sur ses propres conditions d'existence, sur sa vie quotidienne. Le prolétariat, sujet révolutionnaire par excellence, « le négatif à l'œuvre dans cette société », se définit alors comme « l'immense majorité des travailleurs qui ont perdu tout pouvoir sur l'emploi de leur vie ».

Face à l'aliénation, l'IS prône « la construction libre de tout l'espace-temps de la vie individuelle » et, de ce fait, « la participation et la créativité des gens », que seul peut assurer « le courant le plus radical » des révolutionnaires, « qui se groupe actuellement sur le mot d'ordre des Conseils de travailleurs » – à condition de dépasser le cadre économique *stricto sensu* pour atteindre « tous les aspects du vécu ». Le conseil est ici moyen et fin de la lutte : en tant que « situation construite », il aura pour fonction de « 'colérer le peuple' en faisant apparaître le terrible contraste entre des constructions possibles de la vie et sa misère présente ». Mais de tels conseils, comme toute situation émancipatrice, doivent être construits, et c'est précisément là le rôle de la minorité active révolutionnaire. Elle doit agir non en dirigeant, mais en « metteur en scène », en créant une situation alternative par l'adoption de pratiques ou de dispositifs qui perturbent le cours normal de la vie quotidienne et démontrent en acte son caractère aliénant, mais aussi sa contingence, donc la possibilité de la transformer.

Groupes et théories d'ultra-gauche ont influencé les mouvements contestataires des années 1960, y compris certains des acteurs emblématiques de Mai 68. Ainsi Daniel et Gabriel Cohn-Bendit affirment-ils en 1968 que, pour comprendre cet événement, « le plus utile serait d'éditer une anthologie des meilleurs textes parus dans *Socialisme ou barbarie*, *Internationale situationniste*, *Informations et correspondance ouvrières*, *Noir et Rouge*, *Recherches libertaires* ».

Reste que si Mai 68, dans sa dimension de « prise de parole » par la base, présente d'évidentes affinités avec la logique conseilliste, l'ultra-gauche n'y apparaît pas vraiment en tant que composante spécifique, organisée ou du moins identifiée comme telle, à l'inverse de courants d'extrême gauche tels que le trotskisme ou le maoïsme. Le marxisme, et même le marxisme-léninisme, fournit encore la grammaire dominante des discours et des pratiques révolutionnaires. Si organisations trotskistes et maoïstes attirent alors de nombreux jeunes contestataires, les groupes d'ultra-gauche restent encore marginaux. Épuisées et divisées, la plupart des organisations évoquées jusqu'ici s'autodissolvent d'ailleurs dans cette période (*SouB* en 1967, *N&R* en 1970, *l'IS* en 1972, *ICO* en 1973).

Depuis les années 1970 : l'activisme autonome entre contestation et alternatives

C'est au milieu des années 1970 qu'émerge un courant activiste spécifique d'ultra-gauche qui, malgré sa diversité et ses conflits internes, se reconnaît sous le nom de mouvement « autonome » ou de « l'autonomie ». Les années 1973-1974 sont ici cruciales. D'abord, elles voient disparaître les groupes et les idéologies dominantes dans l'immédiat après-Mai 68, en particulier les groupes maoïstes (la Gauche prolétarienne se dissout en 1973), laissant en déshérence un espace et des activistes dont certains se retrouveront dans la mouvance autonome. Ensuite, l'actualité internationale stimule la recomposition contestataire française, par les rencontres qu'elle suscite autour d'actions de solidarité avec des militants étrangers (les campagnes de protestation contre l'exécution de l'anarchiste espagnol Puig Antich, ou contre la répression de la Fraction armée rouge en Allemagne, sont à cet égard emblématiques) et par les perspectives théoriques et pratiques qu'elle propose aux activistes français.

Le cas italien occupe ici une place à part. C'est en effet en Italie que s'affirme d'abord « l'opéraïsme » dès 1961, puis « l'autonomie ouvrière » à partir de 1973, enfin « l'autonomie » en 1977. L'opéraïsme, via les revues *Quaderni Rossi* (1961) puis *Classe Operaia* (1963), dont les principaux collaborateurs sont Mario Tronti et Toni Negri, critique tout au long des années 1960 le caractère à la fois figé, dépassé, mais aussi réformiste, voire contre-révolutionnaire, des organisations ouvrières traditionnelles – partis et syndicats, dont, en Italie, les principaux sont le Parti communiste (PCI) et la Confédération générale italienne du travail (CGIL). À l'inverse, ils soulignent la capacité d'initiative, d'action et d'organisation autonome des masses, ouvrières d'abord, puis sociales, au sein de la lutte des classes. Le fait est que le « mai rampant » italien déborde et conteste la gauche institutionnelle, tandis que la « stratégie de la tension » menée par certains dirigeants appuyés sur l'extrême droite entraîne en réaction l'apparition de groupes clandestins pratiquant la lutte armée pendant les années de plomb. Mais la contestation d'ultra-gauche ne se réduit en aucun cas à la lutte armée (les principaux groupes révolutionnaires qui la pratiquent, comme les Brigades rouges, sont plutôt d'obédience marxiste-léniniste). La rupture s'exprime aussi dans le domaine socioculturel, avec par exemple l'apparition des « Indiens métropolitains », qui dans la lignée des beatniks et des situationnistes expérimentent des modes de vie alternatifs, puis de « l'autonomie désirante », très inspirée des travaux de Félix Guattari sur le potentiel révolutionnaire du désir. En matière socioéconomique, elle se traduit par la multiplication des luttes qui échappent aux appareils syndicaux, supplantés dans les usines par des « conseils de fabrique » fonctionnant sur un mode assembléiste, et dans l'espace public par de nombreuses luttes urbaines menées par des collectifs autonomes *ad hoc* concernant l'accès au logement, à l'électricité, au téléphone, aux services publics, etc., à travers des pratiques comme les squats

(occupations non légales de locaux vacants), les autoréductions (refus de payer le tarif fixé pour un bien ou un service) ou encore les centres sociaux autogérés (organisations de services culturels ou sociaux dans des locaux souvent squattés, parfois concédés par les pouvoirs publics).

En Italie, devant la montée en puissance de ce mouvement contestataire, ainsi que le choix du PCI de passer un « compromis historique » avec la droite de la Démocratie chrétienne (DC), de nombreux activistes opéraïstes abandonnent les organisations traditionnelles et rejoignent la mouvance qu'on désigne à partir de 1973 comme « l'autonomie ouvrière », surtout après la conférence de Bologne des comités autonomes ouvriers (mars 1973). Toni Negri théorise ainsi « l'ouvrier social » pour rendre compte de l'élargissement du champ de la lutte des classes, toute personne et toute activité participant à la production de la société devenant ainsi un acteur et un espace légitimes de la lutte pour la « communisation », c'est-à-dire pour la création *hic et nunc* de pratiques et d'espaces communistes, où sont mis en commun les biens, les ressources, les énergies, par opposition à la privatisation propre à la société capitaliste. La mouvance reste cependant traversée de durs conflits, en particulier autour de l'usage de la violence politique et du risque de militarisation des luttes, opposant « politiques » et « insurrectionnalistes ». Le point d'orgue est le mouvement de l'hiver 1977 où s'affirme « l'autonomie », articulant les versants « ouvrier » et « désirant » de la contestation, lorsqu'un large mouvement étudiant parvient à fédérer autour de lui de multiples colères, et crée dans plusieurs villes des situations quasi insurrectionnelles, alliant occupations de locaux (en particulier universitaires) et violences de rue. Dès 1978, dans la foulée de la répression qui suit l'exécution d'Aldo Moro par les Brigades rouges et qui s'abat indistinctement sur toute la gauche extra-institutionnelle, le mouvement autonome commence à refluer – certains activistes finissant en prison, d'autres préférant s'exiler, en particulier en France, d'autres encore se repliant sur l'animation des centres sociaux autogérés.

En France, la mouvance autonome émerge à partir de 1974, principalement à Paris, et se structure à partir de 1977 avec l'Assemblée générale parisienne des groupes autonomes (AGPGA) qui se réunit à l'université de Jussieu. Cette mouvance est hétérogène sur le plan des références théoriques : conseillisme, communisme libertaire et post-situationnisme y côtoient des perspectives nouvelles inspirées de l'autonomie italienne ou des mouvements sociaux post-68. Elle se structure autour de trois pôles principaux, groupés autour des revues *Camarades* (1974), *Marge* (1974) et *Front libertaire* (1976). *Camarades*, lancé par Yann Moulier-Boutang, est le groupe le plus directement inspiré des thèses et des pratiques opéraïstes de l'autonomie ouvrière. Reprenant à son compte la notion d'« ouvrier social », il prône des pratiques de rupture avec la logique du système capitaliste, y compris au niveau individuel (vol, squat, autoréductions, etc.).

Marge, autour de Jacques Lesage de La Haye ou de Serge Livrozet, se réclame plutôt de

l'autonomie désirante, et s'intéresse plus particulièrement aux luttes de groupes minoritaires (drogués, malades mentaux, homosexuels, prostituées, prisonniers) contre les normes et/ou le contrôle social. Enfin, *Front libertaire des luttes de classes* est le porte-voix des communistes libertaires regroupés dans l'Organisation communiste libertaire (OCL, 1976-1979) – structure dont seule une partie des membres, surtout parisiens, se reconnaissent dans le mouvement autonome, ce qui entraîne des conflits puis une rupture interne à l'OCL et entre l'organisation et le milieu autonome.

L'activité des autonomes culmine à la fin des années 1970. Les squats se multiplient, ainsi que les manifestations violentes, émaillées d'affrontement avec la police, de dégradations de magasins ou de matériel urbain, mais aussi, bien que plus rarement, d'attentats à la bombe (qui ne font que des dégâts matériels). En juillet 1977, les autonomes sont présents en nombre à la manifestation contre le projet de centrale nucléaire Superphénix à Creys-Malville et participent aux violents affrontements avec les forces de l'ordre qui entraînent la mort d'un manifestant. La violence de cette répression semble avoir été à l'origine du désir de fédérer la mouvance à travers l'AGPGA, qui se forme en octobre 1977. Ce même mois, les autonomes occupent la rédaction du journal *Libération*, pour protester contre son traitement de la répression de la Fraction armée rouge (RAF) en Allemagne. La tension monte aussi avec les organisations syndicales. Le 1^{er} mai 1977, les autonomes se font remarquer par le déploiement au-dessus du cortège syndical d'une banderole ironique (« Fête de l'aliénation »), façon pour eux d'exprimer leur critique du travail salarié. Le 1^{er} mai 1978, ils prennent pour la première fois la tête de la manifestation syndicale, provoquant des affrontements avec les services d'ordre des syndicats, qui se reproduisent le 1^{er} mai 1979 avec cette fois la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Le fait le plus marquant pour l'opinion publique reste sans doute la manifestation du 23 mars 1979, organisée par la CGT pour défendre la sidérurgie lorraine, et qui dégénère en affrontements avec la police durant plusieurs heures, avec barricades, cocktails Molotov, magasins vandalisés, et un lourd bilan de dizaines de blessés.

Le tournant des années 1970 et 1980 voit la dynamique autonome marquer le pas ; de façon symptomatique, les principaux groupes et journaux autonomes disparaissent tous en 1979. La mouvance est affaiblie par de nombreux conflits internes, en particulier sur l'usage de la violence politique. Comme en Italie, mais dans une bien moindre mesure, certains se radicalisent jusqu'à opter pour la lutte armée clandestine, rejoignant par exemple le groupe Action directe. D'autres estiment cette escalade sans issue et s'investissent dans des luttes sociales ou la construction de structures alternatives (logement, radios...). En outre, le choix d'un mode de vie en marge n'est pas exempt de dangers : drogues et violences, largement répandues, entraînent la disparition d'un nombre significatif d'activistes. Enfin, comme en Allemagne ou en Italie, la répression des groupes

pratiquant la lutte armée s'abat sur l'ensemble de la mouvance et freine considérablement ses activités. L'arrivée de nombreux réfugiés italiens confrontés aux années de plomb et qui cherchent en France un refuge accordé par François Mitterrand, parfois désabusés ou critiques vis-à-vis de leur propre trajectoire politique, ne contribue pas à relancer la mouvance. Depuis lors, si de nombreux groupes activistes autonomes ont pu se former et subsister, c'est toujours de façon éclatée, et ce, en dépit de plusieurs tentatives de regroupement, comme le réseau autonome parisien en 1990, ou l'assemblée autonome de Jussieu en 1998.

En réponse aux problématiques émergentes du racisme contre les immigrés et de la progression électorale de l'extrême droite, les années 1980 voient s'affirmer une perspective connexe à celle des autonomes, celui de « l'antifascisme radical », en particulier avec l'apparition en 1984 des Sections carrément anti-Le Pen (SCALP) fédérées en 1992 en Réseau No Pasaran. Jusqu'à leur autodissolution en 2013, ces structures constituent un carrefour où activistes autonomes, libertaires et altermondialistes se côtoient autour d'une même conception de la lutte antifasciste : celle-ci doit être à la fois autonome (refusant la subordination aux partis politiques et les instrumentalisations électoralistes) et radicale (s'attaquant aux racines sociales et économiques du fascisme, donc révolutionnaire, à la fois anticapitaliste et antiautoritaire). La confrontation physique avec l'extrême droite, parfois violente, est assumée comme nécessaire, mais il ne s'agit pas d'une fin en soi. L'enjeu est de développer une conception politique extensive de l'antifascisme, qui se veut en rupture avec un certain antiracisme moral (qu'incarnerait par exemple SOS Racisme), et en lien, en soutien, voire à l'initiative de mouvements sociaux (chômeurs, sans-papiers, altermondialisme...). Si ces structures peuvent à certains égards apparaître comme une sorte d'« autonomie organisée », elles ne constituent qu'une des composantes de la mouvance autonome, d'ailleurs souvent en conflit avec les autres. Il n'en reste pas moins qu'elles ont régulièrement joué le rôle de pont entre la mouvance autonome et d'autres milieux d'extrême gauche, trotskistes ou anarchistes, par exemple dans le cadre des mobilisations altermondialistes.

L'ultra-gauche contemporaine, en dépit de sa diversité, s'inscrit toujours dans une perspective révolutionnaire, ou du moins de rupture radicale avec le capitalisme – une perspective que ces activistes qualifient de diverses façons, certains préférant la nommer « communisme », d'autres « anarchisme ». La question des références idéologiques semble devenue secondaire par rapport à l'exigence d'agir et de développer des pratiques caractérisées par l'horizontalité et la rupture avec les règles de la société actuelle. En revanche, pour de nombreux activistes de cette mouvance, du fait des progrès de l'intégration des salariés dans les sociétés capitalistes, ni le prolétariat classique, ni les travailleurs salariés en général ne semblent plus constituer aujourd'hui le sujet révolutionnaire privilégié. Celui-ci est plutôt à chercher du côté des groupes minorisés et/ou exclus (d'où un tropisme en faveur des marges et des marginaux), voire des individus et de leurs choix

éthiques ou existentiels (d'où l'importance accordée à l'expérimentation d'un mode de vie alternatif).

La dimension existentielle, qui met l'accent sur le choix personnel d'un mode de vie en rupture avec le système social, est particulièrement présente dans les discours post-situationnistes, comme le fameux texte signé par l'« anarchiste ontologique » Hakim Bey, *TAZ : zone autonome temporaire*. Elle innervait aussi certains des textes les plus connus (et débattus) de la mouvance autonome actuelle, comme l'*Appel* de 2003 et les différents ouvrages du Comité invisible depuis 2007. Ainsi, il est significatif que l'*Appel* assume d'emblée un discours refusant l'argumentation, la communication raisonnée, au profit d'une forme de communion de ressenti ou de sentiment, issue non de la conviction rationnelle, mais de l'expérience vécue : « nous ne prendrons pas la peine de démontrer, d'argumenter, de convaincre. Nous irons à l'évidence [...] du côté du sensible [...]. L'évidence est ce qui se partage ou partage ». Il ne s'agit pas d'argumenter ou de convaincre le plus grand nombre : l'existence vécue est nécessairement exclusive et excluante (autre existence, autre évidence). La communion dans l'évidence semble ici devenir un préalable à la communication plus que son résultat – d'où la revendication d'une « collectivité sectaire ». L'enjeu est alors, entre communiants, de faire « sécession » d'avec le système social, pour établir un réseau de lieux et de collectifs autonomes (le « Parti ») susceptibles de servir de support concret aux désirs de rupture présents et à venir : « Nous ne contestons rien, nous ne revendiquons rien. Nous nous constituons en force, en force matérielle, en force matérielle autonome » Bref, il faut « établir dès maintenant un ensemble de foyers de désertion, de pôles de sécession, de points de ralliement », permettant à la fois de « vivre le communisme » et de « répandre l'anarchie » en multipliant les « actes de communisation ».

La perspective que dessine *L'insurrection qui vient* semble de prime abord s'inscrire dans la continuité des situationnistes : contre « la pression pour que rien ne se passe », l'enjeu est de produire des situations perturbatrices, car « l'interruption des flux de marchandises, la suspension de la normalité [...] et du contrôle policier libèrent des potentialités d'auto-organisation impensables en d'autres circonstances ». L'innovation réside dans la radicalisation du refus de voir ces situations formalisées : là où classiquement l'ultra-gauche (situationnistes compris) prône la création de structures organisées de façon horizontale (les conseils), le Comité invisible promeut les communes, en donnant à ce terme le sens très particulier de relations sociales informelles entre personnes rassemblées par un moment ou un acte communs : « la commune, c'est ce qui se passe quand des êtres se trouvent, s'entendent et décident de cheminer ensemble [...] c'est ce qui fait qu'on se dit 'nous' et que c'est un événement ». Moment, événement, à la limite pure relation, une telle commune doit permettre, justement par l'absence de cadre organisé et par la souplesse qu'elle induit, le déploiement spontané et la rencontre fortuite des sentiments, des envies et des

désirs, sur un mode ludique autant sinon plus que politique. D'où l'appel à défier, voire à refuser toute formalisation organisationnelle, aussi horizontale soit-elle (comme les coordinations ou les assemblées générales) afin de préserver « la joie d'éprouver une puissance commune » et de « libérer la parole, les gestes et les jeux entre les êtres ».

La mouvance ultra-gauche ou autonome contemporaine se caractérise donc par la recherche d'une conjonction entre un mode de vie alternatif et des luttes sociales menées dans une logique d'action préfigurative – l'action présente doit préfigurer la société à venir : refus de la délégation et de l'institutionnalisation, organisation horizontale et/ou en réseau, mise en commun des énergies et des ressources. Comme le souligne Georgy Katsiaficas, c'est là tenter une véritable « subversion de la politique », au sens où les frontières du champ politique se trouvent brouillées, au profit de « formes antisystémiques de démocratie participative qui favoriseront un meilleur contrôle individuel et communautaire sur la vie quotidienne », formes appelées à pénétrer et à restructurer tous les espaces et tous les moments constitutifs de l'existence.

Dès lors que l'enjeu central est devenu le contrôle de l'existence, les activités de cette mouvance portent de façon privilégiée sur des thèmes et des terrains liés à la question de l'aliénation et du contrôle social, tandis que la question plus classique de l'exploitation et des inégalités sociales semble avoir tendance à passer au second plan. Il est ainsi remarquable que l'un des philosophes contemporains qui paraît avoir le plus d'influence sur les activistes d'ultra-gauche soit Giorgio Agamben, dont les travaux sur les transformations actuelles de la souveraineté s'attachent à démontrer le déclin contemporain de la classique frontière entre État de droit et état d'exception, au profit d'une gestion biopolitique des populations dont le camp fournit l'illustration paradigmatique – incarnant une forme démultipliée d'aliénation et de perte d'autonomie. En conséquence, ces activistes s'investissent largement dans les luttes contre diverses formes de contrôle social : contre les frontières et « l'Europe forteresse » (lutte des sans-papiers, collectifs No Border), contre les appareils répressifs (lutte contre les violences policières, contre la répression des mouvements sociaux, contre les prisons et les dispositifs d'enfermement), contre le potentiel de contrôle des nouvelles technologies (avec des attitudes très variées, allant du refus global, exprimé par les « anti-tech », au développement d'outils informatiques alternatifs, comme les logiciels libres ou le logiciel d'anonymisation Tor), contre les normes sociales et les identités assignées (antiracisme, antisexisme, là encore avec des stratégies diverses, ou plus récemment, antispécisme).

L'importance accordée à la lutte contre l'aliénation se traduit aussi par un fort investissement dans le domaine de la culture ou de la contre-culture. Il s'agit là d'un fil rouge historique de l'ultra-gauche, ce qui est logique, puisque le changement des mentalités y est dès l'origine identifié comme un

élément crucial pour opérer un changement social non autoritaire. Ce souci culturel se traduit par exemple par l'existence de très nombreuses revues, de formats et de qualités variés, allant de la revue quasi académique jusqu'au fanzine rock, en passant par les bulletins plus ou moins réguliers d'information ou d'opinion. Plus récemment, la relève a été prise par Internet, avec une prolifération de sites et de blogs, certains fonctionnant en réseau, comme feu Indymedia ou, actuellement, le réseau Mutu regroupant divers sites d'information alternatifs. S'y ajoute une présence significative dans le monde de l'édition, via des éditeurs militants comme Spartacus, Acratie, L'insomniaque, Nautilus, Senonevero ou Entremonde, mais aussi des liens avec des maisons d'édition engagées comme Champ libre / Ivrea, Dagorno, L'Éclat, Les Nuits rouges, La Fabrique ou Agone.

Ce souci culturel se traduit également par la tendance des activistes de cette mouvance à créer et à gérer des lieux culturels, en particulier ceux liés à la diffusion de textes (bibliothèques, librairies, infoshops, etc.), comme bases de leurs espaces de sociabilité – tendance particulièrement sensible si on la compare, par exemple, avec le tropisme des activistes d'extrême droite pour l'ouverture de bars et de salles de sport... Mais la diffusion culturelle ne se réduit pas à l'écrit et l'ultra-gauche s'est également intéressée à d'autres médias. Ainsi a-t-elle pu s'engager dans la lutte des radios libres, par exemple via le Centre d'initiative pour de nouveaux espaces de liberté (CINEL, auquel participa Félix Guattari aux côtés de membres de Camarades), qui fut à l'origine de Radio Tomate créée en 1981, devenue en 1992 l'actuelle Fréquence Paris Plurielle. De même, des liens sont tissés avec le milieu musical, en particulier avec les acteurs du rock alternatif des années 1980, Bérurier noir en tête. L'organisation d'événements musicaux festifs, comme les concerts de soutien, reste aujourd'hui encore une pratique courante dans cette mouvance. Au-delà de la scène rock, des liens existent également avec certains rappeurs, ainsi qu'avec la frange radicale de la scène techno, rétive à l'institutionnalisation et promotrice de *free parties* auto-organisées et autogérées sans l'aval des autorités étatiques.

La création de tels espaces de sociabilité rejoint un autre souci typique de l'ultra-gauche depuis les années 1970 : les luttes autour du contrôle de l'espace, en particulier urbain, mais aussi, plus récemment, rural – par exemple à travers les *free parties* ou les zones à défendre (ZAD). Si l'âge d'or de l'implication de la mouvance autonome dans les luttes urbaines fut sans doute les années 1970 et 1980, en particulier à travers l'influent Comité des mal-logés parisien (1986-1994), la pratique du squat, qu'il soit d'habitation ou d'activité, n'a jamais cessé d'être d'actualité. On peut toutefois se demander si le souci de réappropriation de l'espace urbain n'a pas tendance, dans la période récente, à s'orienter vers des formes moins ouvertement conflictuelles, ce qui peut se traduire par un certain rapprochement entre les pratiques de la mouvance autonome et celles de la mouvance alternative, plus soucieuse de légalité afin d'assurer la pérennité de ses créations. Ainsi, en France

comme en Allemagne ou en Italie, nombre de squats historiques de la mouvance autonome ont fini par engager des processus de régularisation avec les autorités publiques. De même, certaines structures au départ autonomes ont rejoint des structures alternatives légales et fusionné avec elles, tandis que certains activistes, parfois inspirés par l'*Appel* de 2003, ont d'emblée fait le choix de créer des structures communautaires légales pour mieux les inscrire dans la durée (fermes, épiceries, restaurants...). Ce qui est valable pour l'espace urbain l'est tout autant pour l'espace rural. Les débats actuels qui agitent les contestataires (autonomes compris) autour du devenir de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes illustrent la difficulté parfois à articuler de façon cohérente les deux dimensions de la rupture antisystémique – celle de la lutte radicale et celle du mode de vie alternatif.

Au total, l'ultra-gauche constitue un courant politique radical qui, tout en restant ferme sur ses principes fondamentaux, a vu ses perspectives d'action évoluer au fil du temps. Exigence d'une rupture révolutionnaire, hostilité envers la représentation, critique des appareils organisationnels, primauté de l'auto-organisation et de l'auto-transformation des acteurs en lutte : autant d'éléments constants qui illustrent la logique préfigurative qui anime cette conception de l'émancipation. En revanche, les acteurs et les terrains de ces luttes ont connu des changements significatifs. Au départ clairement inscrite au sein du marxisme, privilégiant une lutte de classe menée par le prolétariat de façon autonome par rapport à ses organisations représentatives, l'ultra-gauche a progressivement élargi sa conception du changement révolutionnaire pour y intégrer l'ensemble des formes de domination. Cette dernière est alors identifiée moins à l'exploitation qu'à l'aliénation, à l'absence ou au manque de contrôle par les acteurs de leur propre existence, dans toutes ses dimensions : l'autonomie devient à la fois moyen et finalité de l'action. Dès lors, outre leur participation à diverses luttes sociales, souvent vues comme des moyens d'affaiblir le contrôle social, et dans lesquelles ils cherchent à insuffler des pratiques radicales et horizontales, les activistes d'ultra-gauche accordent un intérêt renouvelé à la création d'expériences de vie alternatives, où pourraient s'expérimenter des rapports sociaux à la fois non capitalistes et non autoritaires.

Retrouvez la vidéo de la rencontre « Zadistes, Black Bloc, qu'est-ce que l'ultra-gauche en France ? », avec Guillaume Origoni, Isabelle Sommier, Thomas Statius, Audric Vitiello et Abel Mestre (Fondation Jean-Jaurès, 13 mars 2018)